

## **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 MARS 2022**

**Convocation :** 18/03/2022  
**Affichage compte rendu :** 29/03/2022  
**Conseillers en exercice :** 35 **PRÉSIDENT** : Monsieur BOUDJELLABA  
**Présents :** 31 **SECRÉTAIRE** : Madame ALLALI

**L'an deux mille vingt deux, le vingt quatre mars à 19 heures, en salle du conseil municipal.**

### **ÉTAIENT PRÉSENTS**

Monsieur Mohamed BOUDJELLABA ; Madame Laurence FRETU ; Monsieur Foued RAHMOUNI ; Madame Dalila ALLALI ; Monsieur Cyril MATHEY ; Monsieur Loïc MEZIK ; Madame Françoise BATUT ; Monsieur Azdine MERMOURI ; Madame Sabine RUTON ; Madame Martine SYLVESTRE ; Monsieur Alipio VITORIO ; Monsieur Gregory D'ANGELO ; Madame Audrey PENNETIER-CLAUSTRE ; Madame Solange FORNENGO ; Monsieur Tarik KHEDDACHE ; Madame Delphine PAILLOT ; Madame Christiane CHARNAY ; Monsieur Fabrice RIVA ; Monsieur Jean-Yves CABALLERO ; Madame Edwige MOIOLI ; Monsieur Jonathan LONOCE ; Monsieur Ali SEMARI ; Madame Isabelle FERNANDES ; Monsieur Robert JOUVE ; Madame Zafer DEMIRAL ; Monsieur Jean-Pierre GUENON ; Monsieur Gaël BON ; Madame Florence MERIDJI ; Monsieur Thomas KUNESCH ; Madame Josiane BONNET ; Madame Nathalie BODARD

### **ABSENTS REPRÉSENTÉS**

Madame Nabiha LAOUADI a donné procuration à Madame Dalila ALLALI  
Monsieur Benjamin ALLIGANT a donné procuration à Monsieur Tarik KHEDDACHE  
Madame Françoise DIOP a donné procuration à Monsieur Jonathan LONOCE  
Madame Brigitte CHECCHINI a donné procuration à Madame Christiane CHARNAY

**DEL20220324\_40**

### **MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS**

**RAPPORTEUR** : Laurence FRETU

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable à l'unanimité des collèges employeurs ainsi que des représentants du personnel rendu lors du comité technique du 14 mars 2022 ;

Vu le tableau des effectifs ;

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Ainsi, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

### 1<sup>re</sup> partie : création d'emplois

Pour accompagner l'évolution des missions des services municipaux, il est nécessaire de créer l'emploi suivant :

Emploi à créer				
Service	Emploi	Cadre d'emploi	Temps de travail	Catégorie
Direction Petite enfance & parentalité	1 Directrice EAJE MAG Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant	EJE - Educateur territorial de jeunes enfants	TC	A

### 2e partie : évolution d'emplois dans le cadre de recrutements

Pour adapter le tableau des emplois en fonction des décisions de recrutement prises, il est nécessaire de procéder à la modification suivante :

Emploi à modifier			
Emploi/service	Ancien cadre d'emploi	Nouveau cadre d'emploi	Catégorie
Responsable du service urbanisme	Attaché	Ingénieur	A

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS AVEC :**

**35 VOIX POUR**

### DÉCIDE

- D'APPROUVER les modifications du tableau des effectifs présentées ;
- DE CRÉER ou MODIFIER des emplois permanents dans les conditions exposées ci-dessus ;
- DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget de la ville, chapitre 012.

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

Affiché le

SLO

ID : 069-216900910-20220324-DEL20220324\_40-DE

Mohamed BOUDJELLABA,  
Le Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire de Givors dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.